

**Séance ordinaire du  
jeudi 23 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Robert BEAUFILS ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Patrick VIGNAL.

**Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagezy  
Mandat Ville/SA3M  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)**

Monsieur Max LEVITA, rapporte :

En 2011, les services de la Ville de Montpellier ont déménagé de l'Hôtel de Ville situé ZAC Pagézy au Nou-  
vel Hôtel de Ville, situé ZAC des Consuls de Mer. Aussi les plateaux de bureaux ont été proposés à la loca-  
tion pouvant ainsi répondre à une demande d'entreprises recherchant un loyer modéré.

Ainsi, une Autorisation d'Occupation Temporaire a été signée entre la Ville et la Métropole de Montpellier  
relative à la location de 4 niveaux de bureaux en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech sur ces  
surfaces. Cette Autorisation d'Occupation Temporaire a fait l'objet d'une décision du Maire n° 2016/0028,  
en date du 29 janvier 2016.

Par ailleurs, dans l'objectif de poursuivre les locations de plateaux, il a été nécessaire de procéder à la réali-  
sation de travaux en vue d'assurer la pérennité du bâtiment. Ces travaux consistent notamment à :

- La reprise du réseau de chaleur et de froid ;
- La réalisation des travaux nécessaires sur la partie plomberie, CVC, désenfumage ;
- La rénovation des ascenseurs ;
- La mise en conformité incendie.

Compte tenu de la complexité de l'opération, le Maire de la Ville a décidé, par décision n°2016/0041 du 15 février 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, de confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet, le pouvoir de le représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de réalisation entré en vigueur à la notification le 11 avril 2016.

De plus, ce mandat comporte également la réalisation de travaux d'aménagement des plateaux pour les locaux de la Mission Grand Coeur. Toutefois, ce dernier point du programme ne pourra aboutir, car il induisait le déplacement de l'Office du Tourisme qui n'a pu se réaliser. En lieu et place, l'Espace Jeunesse viendra s'implanter, les travaux et études seront effectués dans le cadre du mandat.

Au cours de l'année 2016, la SA3M a lancé les études pour la réhabilitation du réseau de chaleur et de froid ainsi que pour l'Espace Jeunesse et fait réaliser le diagnostic ascenseur.

Le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 31 000 € H.T. correspondant à ces études et à la rémunération du mandataire.

Au 31 décembre 2016, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 811 666 € H.T. avec une légère évolution de 16 000 € H.T. correspondant à une augmentation de la part des études et diagnostics préalables.

**Après examen, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de l'opération de mandat pour la réalisation des travaux, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC Situation au 31.12.2016
- CRAC bilan synthèse
- CRAC bilan détails

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20171123-17094-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 01/12/17  
Réception en Préfecture : 01/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.